

Interventions des Députés et Sénateurs dans le sens de la liberté et de la sécurité des vaccinations.

Mise à jour : 20.6.2007

(Suite aux législatives de juin 2007 et au remaniement ministériel du 19 juin 2007)

Nota :

1. Les informations figurant dans ce document proviennent d'une part de la lecture du JO-Débats depuis le 1er janvier 1998, d'autre part des informations livrées par le Courrier d'ALIS ou recueillies dans le cadre de nos activités. Les dates indiquées dans les notices sont celles de la publication des questions au JO.

Nota : du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1999, les informations ont été relevées au siège des Journaux Officiels. Les questions et réponses à partir du 1er janvier 2000 sont disponibles à ALIS 78.

2. Les simples accusés de réception ne sont pas notés, seules les interventions significatives sont relevées.

Députés ayant adopté une position allant dans le sens de la sécurité et/ou de la liberté des vaccinations

Députés en activité.

-Jean-Pierre Abelin, député de la Vienne, a posé une question écrite au Gouvernement le 28 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Sylvie Andrieux, député des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite au Gouvernement le 28 juillet 2003 concernant la myofasciite à macrophages. Question le 25 janvier 2005 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B en demandant le respect des droits des victimes. Question écrite (très complète, et s'inspirant visiblement de la motion d'Alis) le 24 octobre 2006 soulignant les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-François Asensi, député de la Seine-St-Denis, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 22 janvier 2001.

-Martine Aurillac, député de Paris, a posé une question écrite au Gouvernement le 1er décembre 2003 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 3 août 2004 sur l'absence de BCG en pharmacie (sic).

-Jean-Paul Bacquet, député du Puy-de-Dôme, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 10 décembre 2001 (rappelle les inconvénients du vaccin hépatite B en soulignant l'obligation qui dissuade l'engagement dans les sapeurs-pompiers volontaires). Question écrite le 13 mars 2007 demandant que le risque de myofasciite soit reconnu comme une contre-indication à la vaccination.

-Pierre-Christophe Baguet, député des Hauts-de-Seine, a posé une question écrite le 17 février 2003 concernant le myofasciite à macrophages.

-Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne, a posé une question écrite le 30 septembre 2002 concernant la toxicité de certains vaccins.

-**Jacques Bascou**, député de l'Aude, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 29 juin 1998. Nouvelle question le 16 avril 2001.

-**Patrick Beaudouin**, député du Val-de-Marne, a posé une question écrite le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Pierre Bédier**, député des Yvelines, a posé une question écrite le 20 février 2007 pour demander des éclaircissements sur la politique BCG.

-**Jacques-Alain Bénisti**, député du Val-de-Marne, a posé une question écrite le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Louis Bernard**, député du Loiret, idem a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-**Jean-Yves Besselat**, député de Seine maritime, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG. A posé une question écrite le 13 mars 2007 au sujet de la reconnaissance des contre-indications aux vaccinations.

-**Martine Billard**, député de Paris, a déposé avec Messieurs Cochet et Mamère un amendement au projet de loi de santé publique visant à interdire les adjuvants aluminiques des vaccins (séance du 7 octobre 2003).

-**Claude Birraux**, député de Haute-Savoie, a posé une question écrite le 25 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Etienne Blanc**, député de l'Ain, a posé une question écrite au Gouvernement le 9 décembre 2002 suggérant une remise en cause du BCG. Même question le 28 mars 2006.

-**Serge Blisko**, député de Paris, a posé une question écrite le 13 octobre 2003 concernant la myofasciite à macrophages.

-**Roland Blum**, député des Bouches-du-Rhône, a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31). A posé une question au Gouvernement le 25 novembre 2002 concernant le BCG et les accidents vaccinaux. A posé une question le 27 avril 2004 sur la myofasciite à macrophages. Question le 29 novembre 2005 suggérant la possibilité d'établir des certificats de contre-indication suite à la motion d'Alis. A posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Alain Bocquet**, député du Nord, a posé une question écrite le 20 octobre 2003 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 25 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question le 13 mars 2007 sur les risques du vaccin hépatite B et sur la suppression de l'obligation.

-**Daniel Boisserie**, député de la Haute-Vienne, a posé une question écrite le 3 août 2004 sur la myofasciite à macrophages.

-**Jean-Michel Boucheron**, député d'Ille-et-Vilaine, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 1^{er} novembre 2005.

-**Danielle Bousquet**, député des Côtes-d'Armor, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 22 novembre 1999.

-**Michel Bouvard**, député de la Savoie, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 9 août 1999.

-**François Brottes**, député de l'Isère, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Chantal Brunel**, député de Seine-et-Marne, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 1er août 2006. A posé une question écrite le 26 septembre 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Bernard Carayon**, député du Tarn, a posé une question écrite le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Pierre Cardo**, député des Yvelines, s'est déclaré favorable à la liberté vaccinale et a posé une question au Gouvernement en ce sens le 19 octobre 1999.

-**Jean-Paul Chanteguet**, député de l'Indre, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 18 janvier 1999.

-**Gérard Charasse**, député de l'Allier, a écrit dans un sens favorable lors de l'affaire de

l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31). A fait savoir qu'il approuvait le principe d'une clause de conscience dans un courrier à Alis du 24 septembre 2003.

-André Chassaing, député du Puy-de-Dôme, a posé deux questions au Gouvernement le 14 mars 2006, l'une sur l'opposition au vaccin hépatite B chez les pompiers, l'autre sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Jean-François Chossy, député de la Loire, a posé une question au Gouvernement le 16 octobre 2000 au sujet de la politique BCG en France et du DOTS de l'OMS. Question le 21 mars 2006 sur la myofasciite et l'aluminium des vaccins.

-Jean-Louis Christ, député du Ht-Rhin, a posé une question écrite au Gouvernement le 27 septembre 2005 sur la vaccination hépatite B des pompiers. Question similaire le 27 décembre 2005. Question le 21 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Dino Ciniéri, député de la Loire, a posé deux questions au Gouvernement le 20 juillet 2004, l'une sur l'obligation antitétanique, l'autre sur l'absence de DTP en pharmacie. A posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 31 mai 2005 (soulignant un décès dû au vaccin hépatite B). Question écrite le 12 décembre 2006 demandant une extension de la période d'indemnisation pour les victimes du vaccin hépatite B touchés avant 2001.

-Yves Cochet, député de Paris, a posé une question écrite concernant les effets néfastes du vaccin hépatite B le 15 janvier 2001 (était alors député du Val-d'Oise). En 2001, s'est joint à une proposition de Mr Aschieri visant à la création d'une commission d'enquête sur la vaccination hépatite B, initiative à laquelle se sont associés les autres députés Verts (Mamère, Marchand, Aubert). A présenté avec Mme Billard et Mr Mamère un amendement au projet de loi de santé publique visant à interdire les adjuvants aluminiques des vaccins (séance du 7 octobre 2003).

-François Cornut-Gentile, député de Haute-Marne, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 21 mai 2001.

-Louis Cosyns, député du Cher, a posé trois questions écrites le 20 mars 2007, une suggérant l'abandon de l'obligation BCG, une dénonçant l'aluminium des vaccins et une dénonçant le mercure présent dans certains vaccins.

-Charles de Courson, député de la Marne, a posé une question écrite au Gouvernement le 28 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Alain Cousin, député de la Manche, a posé une question au Gouvernement le 16 octobre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000.

-Jean-Michel Couve, député du Var, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 9 août 1999.

-Henri Cuq, député des Yvelines, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 25 septembre 2000.

-Mme Claude Darciaux, député de Côte d'Or, a posé une question écrite au Gouvernement le 28 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question similaire le 23 mai 2006. Question écrite le 17 avril 2007 sur les risques du vaccin hépatite B.

-Bernard Deflesselles, député des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite le 17 mars 2003 concernant la myofasciite à macrophages.

-Lucien Degauchy, député de l'Oise, a posé une question au Gouvernement le 2 octobre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000. Nouvelle question sur ce sujet le 23 octobre 2000. Question écrite au Gouvernement le 4 juin 2001 concernant la possible transmission de l'ESB par les vaccins. Question écrite le 13 octobre 2003 concernant la myofasciite à macrophages. A posé une question le 16 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Michel Destot, député de l'Isère, a posé une question écrite au Gouvernement le 28 juin 1999 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question écrite le 15 janvier 2001 sur l'aggravation des peines pour refus de vaccination, en rappelant l'existence du DOTS. Question écrite le 11 juin 2001 concernant les effets néfastes du vaccin contre l'hépatite B. Nouvelle question sur les effets du vaccin hépatite B le 31 mars 2003. Question le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, a posé une question écrite au Gouvernement le 28

mars 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question similaire le 4 avril 2006.

-**Marc Dolez**, député du Nord, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 27 avril 1998.

-**Jacques Domergue**, député de l'Hérault, a posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**William Dumas**, député du Gard, a posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Nicolas Dupont-Aignan**, député de l'Essonne, a posé les 15 mars 2005 et 26 juillet 2005 une question écrite au Gouvernement sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Son assistante a reçu une délégation venue lui exposer le vécu des victimes le 25 octobre 2005, mais ce député peu courageux n'a pas voulu demander la suppression de l'obligation, s'abritant derrière l'avis d'experts du système. A posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Marie-Hélène des Esgaulx**, député de Gironde, a posé une question écrite au Gouvernement le 25 novembre 2002 concernant le BCG. A déposé un amendement au projet de loi de santé publique pour une sortie du BCG, et l'a défendu lors de la séance du 7 octobre 2003.

-**Albert Facon**, député du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 29 juin 1998. Relance le 4 janvier 1999.

-**Jean-Claude Flory**, député de l'Ardèche, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Philippe Folliot**, député du Tarn, a posé une question écrite le 26 septembre 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Pierre Forgues**, député des Hautes-Pyrénées, a posé une question écrite au Gouvernement le 31 mars 2003 concernant les inconvénients des vaccins en général. Question le 3 août 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie.

-**Marc Francina**, député de Haute-Savoie, a posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Paul Garraud**, député de la Gironde, a posé une question écrite le 19 septembre concernant les effets néfastes du vaccin hépatite B suite à la motion d'Alis.

-**Jean Gaubert**, député des Côtes d'Armor, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Guy Geoffroy**, député de Seine-et-Marne, a posé une question écrite le 27 février 2007 relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B.

-**Joël Giraud**, député des Hautes-Alpes, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 13 janvier 2004. Nouvelle question le 7 décembre 2004 se référant à l'article de Neurology et au REVAHB.

-**Louis Giscard-d'Estaing**, député du Puy-de-Dôme, a posé une question écrite le 30 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**François-Michel Gonnot**, député de l'Oise, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 28 septembre 2004.

-**Maxime Gremetz**, député de la Somme, a posé une question écrite au Gouvernement le 15 janvier 1997 sur les effets indésirables des vaccins, malgré ses sentiments pasteuriers.

-**Jean-Jacques Guillet**, député des Hauts-de-Seine, a posé une question écrite au Gouvernement le 26 février 2001 sur l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-**Christophe Guilloteau**, député du Rhône, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 19 octobre 2004. Question écrite similaire le 7 novembre 2006. Question écrite le 3 avril 2007 sur les risques du vaccin hépatite B pour les étudiants en médecine ayant des antécédents familiaux.

-**Gérard Hamel**, député d'Eure-et-Loir, a posé une question le 7 mars 2006 dénonçant l'obligation BCG.

-**Laurent Hénart**, député de Meurthe-et-Moselle, a posé une question écrite le 23 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Antoine Herth**, député du Bas-Rhin, a posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Francis Hillmeyer**, député du Haut-Rhin, a posé une question écrite au Gouvernement le 16 décembre 2002 sur la toxicité de certains vaccins. Question écrite le 2 août 2005 demandant à ce que les pompiers puissent se soustraire à la vaccination hépatite B. Question semblable le 28 février 2006. Relance au sujet des pompiers le 20 juin 2006 et le 12 septembre 2006.

-**Françoise Imbert**, député de la Haute-Garonne, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 27 novembre 2000.

-**Denis Jacquat**, député de la Moselle, est intervenu auprès du Ministre du Travail et des Affaires Sociales le 9 décembre 1996 concernant la vaccination contre l'hépatite B.

-**Serge Janquin**, député du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 13 octobre 2003.

-**Yves Jégo**, député de Seine-et-Marne, a posé une question écrite le 8 août 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Maryse Joissains-Masini**, député des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite le 20 avril 2004 sur la myofasciite à macrophages.

-**Christian Kert**, député des Bouches du Rhône, a posé une question écrite le 9 mars 2004 concernant la myofasciite à macrophages. Nouvelle question concernant la myofasciite le 23 mars 2004.

-**Jean-Pierre Kucheida**, député du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 13 octobre 2003.

-**Yvan Lachaud**, député du Gard, a posé une question écrite le 9 août 2005 sur la pertinence de la vaccination en général. Question le 13 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Marc Laffineur**, député du Maine-et-Loire, a posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG. A posé une question écrite le 24 octobre 2006 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-**Marguerite Lamour**, député du Finistère, a posé une question écrite au Gouvernement le 2 mai 2006 demandant simplement si l'obligation BCG allait être maintenue.

-**François Lamy**, député de l'Essonne, a posé une question écrite au Gouvernement le 12 mars 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-**Pierre Lasbordes**, député de l'Essonne, a posé une question écrite le 20 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Robert Lecou**, député de l'Hérault, a posé une question écrite le 13 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Yves Le Déaut**, député de Meurthe-et-Moselle, a posé une question écrite le 31 mars 2003 au sujet des effets néfastes du vaccin hépatite B. A posé une question écrite le 12 septembre 2006 pour demander des éclaircissements au sujet de la politique vaccinale par le BCG.

-**Michel Lefait**, député du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 29 septembre 2003.

-**Marc Le Fur**, député des Côtes d'Armor, a posé une question écrite le 12 décembre 2006 sur les dangers du BCG.

-**Jacques Le Guen**, député du Finistère, a posé une question écrite le 23 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Patrick Lemasle**, député de Haute-Garonne, a posé une question écrite le 27 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Dominique Le Mèner**, député de la Sarthe, a posé une question écrite le 13 octobre 2003 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. A posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Bruno Le Roux**, député de Seine-Saint-Denis, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 19 mars 2001.

-**Maurice Leroy**, député du Loir-et-Cher, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Geneviève Lévy**, député du Var, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Michel Liebgott**, député de Moselle, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question écrite le 23 janvier 2007 dénonçant les risques du vaccin hépatite B pour les jeunes enfants et demandant la remise en cause de l'obligation.

-**Martine Lignières-Cassou**, député des Pyrénées Atlantiques, a posé une question écrite le 25 novembre 2002 relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B. Suite à la motion d'Alis, a posé une question le 1^{er} novembre 2005 dénonçant le non respect des certificats de contre-indication. Question écrite le 3 avril 2007 suggérant l'abandon de la contrainte vaccinale.

-**Gérard Lorgeoux**, député du Morbihan, a posé une question écrite le 13 janvier 2004 suggérant la suppression de la revaccination par le BCG.

-**Lionnel Luca**, député des Alpes maritimes, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Noël Mamère**, député de la Gironde, s'est joint en 2001 à une proposition de Mr Aschieri visant à la création d'une commission d'enquête sur la vaccination hépatite B, initiative à laquelle se sont associés les autres députés Verts (Marchand, Cochet, Aubert). A présenté avec Mr Cochet et Mme Billard un amendement au projet de loi de santé publique visant à interdire les adjuvants aluminiques des vaccins (séance du 7 octobre 2003).

-**Thierry Mariani**, député du Vaucluse, a posé une question écrite au Gouvernement le 2 décembre 2002 soulignant le décalage entre la législation française et la position des autorités scientifiques concernant le BCG. A posé une question écrite le 20 janvier 2003 concernant l'origine vaccinale de la myofasciite à macrophages. Nouvelle question sur la myofasciite le 2 mars 2004. Questions le 27 juillet 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie et sur l'opportunité de l'obligation antitétanique. A posé une question le 14 mars 2006 suggérant l'arrêt du BCG. Nouvelle question sur la myofasciite le 5 septembre 2006.

-**Muriel Marland-Militello**, député des Alpes-Maritimes, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 15 décembre 2003.

-**Philippe-Armand Martin**, député de la Marne, a posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Philippe Martin**, député du Gers, a posé une question écrite le 23 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jacques Masdeu-Arus**, député des Yvelines, s'est positionné pour la liberté vaccinale le 15 novembre 1999. Avait répondu à l'envoi de la motion 1998. En août 2000, nous a fait savoir qu'il s'opposait à l'aggravation des peines visant les réfractaires aux vaccinations. A reçu une délégation d'Alis le 3 novembre 2000. A posé une question écrite au Gouvernement le 18 novembre 2002 au sujet du BCG en s'inspirant de la motion d'Alis. A posé une question écrite le 17 octobre 2006 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B, en évoquant les SEP pédiatriques et en demandant une clause de conscience pour les professionnels.

-**Jean-Claude Mathis**, député de l'Aube, a posé une question le 22 septembre 2003 signalant les revendications croissantes en faveur de la liberté des vaccinations. A posé une question le 17 novembre 2003 attirant l'attention sur les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-**Christian Ménard**, député du Finistère, a posé le 16 mars 2004 trois questions relatives aux effets néfastes éventuels du vaccin hépatite B et à la reprise éventuelle de la vaccination dans les écoles. A posé une question écrite le 25 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Kléber Mesquida**, député de l'Hérault a posé une question écrite au Gouvernement le 28 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question écrite le 27 mars 2007 pour demander que les antécédents de myofasciite soient reconnus comme contre-indication à la vaccination des enfants.

-**Jean Michel**, député du Puy-de-Dôme, a posé une question au Gouvernement le 9 décembre 2002 concernant la myofasciite à macrophages et son origine vaccinale. Question le 6 juillet 2004 dénonçant l'obligation de la vaccination contre le tétanos, suite à une motion d'Alis. Question le 28 mars 2006 suggérant de sortir du BCG.

-**Didier Migaud**, député de l'Isère, a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-**Pierre Morange**, député des Yvelines, bien que pasteurien et partisan de la contrainte vaccinale, a posé une question écrite au Gouvernement le 18 décembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose. A reçu le délégué départemental d'Alis.

-**Nadine Morano**, député de Meurthe-et-Moselle, a posé une question écrite le 8 août 2006 pour demander des éclaircissements quant à notre politique BCG.

-**Pierre Morel-A-L'Huissier**, député de la Lozère, a posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Marie Morisset**, député des Deux-Sèvres, a posé des questions écrites les 5 avril 1999 et 8 septembre 2003 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. A posé une question le 7 février 2006 sur les certificats de contre-indication non respectés par l'ordre des médecins. Question le 21 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question écrite le 14 novembre 2006 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B suite à la motion d'Alis.

-**Etienne Mourrut**, député du Gard, a posé le 6 juillet 2004 deux questions au Gouvernement, l'une pour dénoncer l'absence de vaccins DPT en pharmacie, l'autre pour dénoncer l'obligation de la vaccination contre le tétanos, suite à une motion d'Alis. Nouvelle question le 31 janvier 2006 sur l'obligation de vaccination contre le tétanos qui lui semble anormale.

-**Alain Moyne-Bressand**, député de l'Isère, a posé une question écrite au Gouvernement le 6 novembre 2000 sur l'aggravation des sanctions pour refus de vaccination, et suggère la liberté de choix. A posé une longue question écrite le 2 mai 2006 demandant au Gouvernement des clarifications concernant le BCG.

-**Alain Néri**, député du Puy-de-Dôme, est intervenu le 14 octobre 2003 à l'Assemblée lors des débats sur le projet de loi de santé publique pour attirer l'attention sur la myofasciite à macrophages. Avait posé une question orale sur la myofasciite à macrophages la veille, 13 octobre 2003. Question écrite sur la myofasciite le 24 février 2004. Question écrite le 16 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Yves Nicolin**, député de la Loire, a posé une question écrite au Gouvernement le 14 mai 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination, le non alignement de la France sur le DOTS et suggère en outre le rétablissement de la liberté vaccinale en France. A posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Marie-Renée Oget**, député des Côtes-d'Armor, a posé une question écrite le 23 janvier 2007 suggérant la fin de l'obligation BCG.

-**Christian Paul**, député de la Nièvre, a posé une question écrite le 9 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Béatrice Pavy**, député de la Sarthe, a posé une question écrite le 1^{er} novembre 2005 sur le respect des certificats de contre-indication.

-**Jacques Pélissard**, député du Jura, a posé une question écrite au Gouvernement le 8 février 1999 concernant l'obligation BCG (relance le 10 novembre 1999). A écrit dans un sens favorable au siège à propos de l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31). Serait à nouveau intervenu auprès du Gouvernement concernant le BCG en 2001 (le Courrier d'Alis, n° 36).

-**Jean-Claude Perez**, député de l'Aude, a posé une question au Gouvernement le 18 décembre 2000 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Geneviève Perrin-Gaillard**, député des Deux-Sèvres, a posé une question écrite le 6 avril 2004 sur la myofasciite à macrophages.

-**Nicolas Perruchot**, député du Loir-et-Cher, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 2 novembre 2004.

-**Bernard Perrut**, député du Rhône, a posé une question écrite le 3 février 2003 concernant la myofasciite à macrophages. Question le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Christophe Priou**, député de Loire-Atlantique, a posé une question écrite le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Bérengère Poletti**, député des Ardennes, a posé une question écrite à tonalité plutôt pasteurienne le 12 septembre 2006 pour demander au Gouvernement des éclaircissements au sujet de sa politique de vaccination par le BCG.

-**Josette Pons**, député du Var, a posé une question écrite le 30 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean Proriol**, député de la Haute Loire, a posé une question écrite au Gouvernement le 13 novembre 2000 demandant pourquoi la France ne suivait pas la stratégie DOTS de l'OMS.

-**Jean-Jack Queyranne**, député du Rhône, a posé une question écrite le 9 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question écrite le 7 novembre 2006 dénonçant les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-**Michel Raison**, député de la Haute Saône, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 7 mars 2006. Question écrite le 10 avril 2007 suggérant la suppression de l'obligation BCG.

-**Eric Raoult**, député de Seine-St-Denis, a posé le 6 juillet 2004 deux questions au Gouvernement, l'une pour dénoncer l'absence de vaccins DPT en pharmacie, l'autre pour dénoncer l'obligation de la vaccination contre le tétanos, suite à une motion d'Alis. Question le 21 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Luc Reitzer**, député du Haut-Rhin, a posé une question orale au Gouvernement le 7 mars 2006 attirant son attention sur la situation des pompiers qui n'acceptent pas l'obligation de vaccination hépatite B.

-**Chantal Robin-Rodrigo**, député des Htes-Pyrénées, 2 septembre 2002 (concernant l'aluminium contenu dans les vaccins et autres produits, malgré ses positions très pasteurienne par ailleurs). Question le 17 février 2003 sur le lien entre ROR et autisme. Question le 26 octobre 2004 sur la myofasciite à macrophages et la toxicité de l'aluminium. Question le 2 novembre 2004 sur l'absence anormale de DTP en pharmacie. Question le 8 mars 2005 évoquant les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 28 mars 2006 demandant où en est le dossier sur l'aluminium. Nota : cette dame pose toutes sortes de questions dans le domaine de la santé.

-**François Rochebloine**, député de la Loire, a posé une question écrite au Gouvernement le 25 décembre 2000 sur l'aggravation des peines pour refus des vaccinations, en rappelant l'alternative DOTS au BCG.

-**Jean-Marc Roubaud**, député du Gard, a posé une question au Gouvernement le 27 juillet 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie, obligeant les parents à acheter un vaccin multiple comprenant des composantes non obligatoires. Question le 17 janvier 2006 suggérant la fin de l'obligation BCG. Question similaire le 16 mai 2006. A posé une question écrite le 26 décembre 2006 dénonçant les atteintes de la myéline chez les nourrissons du fait du vaccin hépatite B et demandant une clause de conscience pour les professionnels concernés par l'obligation (le même jour, a posé une question dénonçant la non vaccination des enfants de la communauté de Sus).

-**René Rouquet**, député du Val-de-Marne, a posé une question écrite le 3 août 2004 sur la myofasciite à macrophages. Question le 9 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Michel Sainte-Marie**, député de la Gironde, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 20 janvier 2003.

-**Francis Saint-Léger**, député de la Lozère, a posé une question écrite le 6 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Joël Sarlot**, député de Vendée, a posé une question au Gouvernement le 16 octobre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000.

-Odile Saugues, député du Puy-de-Dôme, a posé une question écrite au Gouvernement le 3 février 2003 concernant la myofasciite à macrophages. Question le 19 octobre 2004 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-François Sauvadet, député de Côte-d'Or, a posé une question écrite au Gouvernement le 26 juillet 1999 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 3 août 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie.

-Michel Sordi, député du Haut-Rhin, a posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Alain Suguenot, député de Côte-d'Or, a posé une question écrite le 3 octobre 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Michèle Tabarot, député des Alpes-Maritimes, a posé une question écrite le 19 décembre 2006 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-Guy Teissier, député des Bouches-du-Rhône, a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31). A posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Pascal Terrasse, député de l'Ardèche, a posé une question écrite le 20 janvier 2004 concernant la myofasciite à macrophages. Question similaire le 7 mars 2006.

-Michel Terrot, député du Rhône, a posé une question écrite le 7 février 2000 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Georges Tron, député de l'Essonne, a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31). En outre, ce député, dans une question écrite au Gouvernement le 8 mars 1999, s'était étonné de l'interdiction de médicaments homéopathiques préparés à partir de souches vaccinales, alors que les vaccins correspondants restaient autorisés.

-Jean Ueberschlag, député du Haut-Rhin, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 7 décembre 1998.

-Daniel Vaillant, député de Paris, a posé une question écrite au Gouvernement le 3 août 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie, en évoquant surtout un problème de coût.

-Manuel Valls, député de l'Essonne, a posé une question écrite le 17 octobre 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Christian Vanneste, député du Nord, a posé une question écrite au Gouvernement le 23 décembre 2002 suggérant une remise en cause du BCG. Question similaire le 4 avril 2006. Question similaire le 1er août 2006.

-Philippe Vitel, député du Var, a posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-Gérard Voisin, député de Saône-et-Loire, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 6 avril 1998.

-Michel Voisin, député de l'Ain, a posé au Gouvernement le 16 octobre 2000 une question combinant politique BCG et ordonnance du 15 juin 2000. Avait déjà posé deux questions les 12 juin et 11 septembre 2000 sur les effets néfastes du vaccin de l'hépatite B. Question écrite le 9 décembre 2002 suggérant une remise en cause du BCG (curieusement a posé une question le 13 avril 2004 pour s'inquiéter de la disparition du BCG).

-Jean-Luc Warsmann, député des Ardennes, a posé une question écrite au Gouvernement le 27 novembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose. A posé une question écrite le 14 décembre 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie, sans autre précision, ce qui peut laisser penser à une attitude pasteurienne. Question le 17 mai 2005 demandant une dérogation au vaccin hépatite B pour les étudiants en kinésithérapie. Question le 27 juin 2006 émettant des doutes sur la valeur du BCG. Question écrite le 28 novembre 2006 suggérant l'abandon du BCG. Questions écrites le 26 décembre 2006, l'une sur la myofasciite, l'autre sur les risques liés au vaccin hépatite B.

-Marie-Jo Zimmermann, député de la Moselle, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 21 septembre 2004.

-Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse, a posé une question écrite le 2 novembre 2004 sur les inconvénients du vaccin contre la fièvre catarrhale.

Députés ayant perdu ou abandonné leur mandat, devenus ministres, ou décédés.

-Maurice Adevah-Poeuf, député du Puy-de-Dôme, a posé une question écrite au Gouvernement le 6 août 2001 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Deux nouvelles questions le 21 janvier 2002, l'une sur l'aluminium toxique des vaccins, l'autre sur l'origine vaccinale de la myofasciite.

-Stéphane Alaize, député de l'Ardèche, a posé une question au Gouvernement le 2 octobre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000.

-Damien Alary, député du Gard, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 25 mars 2002 et le 23 décembre 2002.

-Pierre Albertini, député de Seine-Maritime, a posé une question écrite le 8 août 2006 pour demander des éclaircissements quant à notre politique BCG.

-Pierre Amouroux, député des Yvelines, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 2 novembre 2004 (en 2007, a laissé Mr Cuq reprendre la place).

-André Angot, député du Finistère, a écrit dans un sens favorable au siège concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-André Aschieri, député des Alpes Maritimes, a posé une question au Gouvernement sur les effets néfastes du vaccin HB le 16 février 1998 et une le 21 février 2000 au sujet de l'obligation BCG. A posé une question écrite sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS contre la tuberculose le 2 octobre 2000. Nouvelle question le 16 octobre 2000 concernant l'aggravation des peines pour les réfractaires aux vaccinations. Nouvelle question le 23 octobre 2000 combinant DOTS et ordonnance du 15 juin 2000, en demandant une réforme de l'obligation vaccinale. Nouvelle question au Gouvernement le 29 janvier 2001 sur les effets néfastes du vaccin contre l'hépatite B, demandant une enquête épidémiologique sur la population vaccinée. A posé le 12 février 2001 une question écrite au Gouvernement sur la possible contamination de certains vaccins par le prion et une autre question sur la toxicité de l'aluminium entrant dans la composition des vaccins coquelucheux et contre l'hépatite B. Est à l'origine d'un colloque organisé à l'Assemblée sur les vaccinations le 31 janvier 2001 et d'une proposition visant à la création d'une commission d'enquête sur la vaccination hépatite B, initiative à laquelle se sont associés les autres députés Verts (Mamère, Marchand, Cochet, Aubert). Deux questions écrites au Gouvernement le 8 octobre 2001 concernant, d'une part, les accidents provoqués par le vaccin de la fièvre jaune, d'autre part, les inconvénients du ROR. Trois questions écrites au Gouvernement le 18 février 2002 sur le lien entre certaines vaccinations du chat et les tumeurs cutanées constatées sur les animaux après vaccination, sur le lien entre ROR, autisme et désordres intestinaux et enfin sur la toxicité de l'aluminium contenu dans de nombreux vaccins. A posé une question au Gouvernement le 11 mars 2002 concernant l'éventuelle toxicité du vaccin contre la maladie de Lyme.

-Phillipe Auberger, député de l'Yonne, a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31) (ne s'est pas représenté en 2007).

-Marie-Hélène Aubert, député d'Eure-et-Loir, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 17 mai 1999.

-Gautier Audinot, député de la Somme, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 12 juin 2000.

-Roselyne Bachelot-Narquin, député du Maine-et-Loire, devenue Ministre en 2002, à nouveau Ministre en 2007, a interpellé le premier Ministre le 18 septembre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000 en lui demandant des explications. Reçoit les délégués d'Alis. A posé une question écrite au Gouvernement le 27 novembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose.

-**Mr Dominique Baert**, député du Nord, a posé une question écrite le 18 décembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS contre la tuberculose.

-**Jean-Pierre Baeumler**, député du Haut-Rhin, a posé une question écrite au Gouvernement le 10 septembre 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-**André Berthol**, député de la Moselle, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 20 octobre 1997. Relance le 31 mai 1999. Deux nouvelles questions le même jour 5 mars 2001. Nouvelle question le 8 octobre 2001.

-**Jean-Michel Bertrand**, député de l'Ain, a posé une question écrite au Gouvernement le 2 décembre 2002 soulignant le décalage entre la législation française et la position des autorités scientifiques concernant le BCG.

-**Gilbert Biessy**, député de l'Isère, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 10 mars 1997.

-**Jean-Claude Bois**, député du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 13 octobre 2003.

-**Bernard Bosson**, député de Haute-Savoie, a posé une question écrite le 1er mars 1999 au sujet de l'obligation BCG (battu).

-**Christine Boutin**, député des Yvelines (devenue ministre en mai 2007), est intervenue le 23 décembre 1996 auprès de Monsieur Gaymard, Secrétaire d'Etat à la Santé, au sujet de la circulaire de 1985 niant les contre-indications à certains vaccins. Question écrite au Gouvernement le 1er juillet 1997 sur le même sujet (entre ces

deux dates, la circulaire litigieuse a été abrogée par Monsieur Gaymard et remplacée par la circulaire du 8 avril 1997, sans publication au JO. La réponse de Monsieur Kouchner à la question du 1er juillet 1997 a eu le mérite de rendre publique la circulaire de remplacement). Nouvelle question écrite le 9 avril 1998 concernant les effets néfastes du vaccin contre l'hépatite B. Contacts suivis avec Alis à partir du 7 septembre 1998 en vue d'une initiative en faveur de la liberté vaccinale. Dépôt d'une proposition de loi visant à introduire dans le code de la santé publique une clause de conscience pour les opposants aux vaccins obligatoires (proposition enregistrée le 18 octobre 2000 par l'Assemblée Nationale sous le numéro 2641). Le 10 janvier 2001, lors des débats du projet de loi de modernisation sociale, a contré le député Accoyer sur la question de la liberté des vaccinations. A posé une question écrite au Gouvernement le 15 octobre 2001 concernant la myofasciite à macrophages, probablement causée par l'aluminium de certains vaccins, et une autre question le 19 novembre 2001 sur l'origine vaccinale de certains cancers. Question écrite le 10 juin 2002 concernant la toxicité du phénoxyéthanol contenu dans certains vaccins. A redéposé sa proposition de loi pour la clause de conscience le 30 janvier 2003. Intervention en faveur d'une famille de Tours confrontée à l'obligation BCG. Intervention auprès du Ministre de la santé le 10 septembre 2003 au sujet de la réunion internationale de consensus sur la vaccination contre l'hépatite B, suite aux doléances du REVAHB. A exprimé son soutien au Dr Girard. Fin septembre 2003, a déposé un amendement au projet de loi relatif à la santé publique en vue de faire adopter une clause de conscience concernant les vaccinations. Le 27 mars 2007, a posé une question écrite dénonçant l'aggravation des peines pour refus de vaccination et demandant une clause de conscience.

-**Jean Briane**, député de l'Aveyron, nous a fait connaître sa position en faveur de la liberté vaccinale le 20 décembre 1996 et a posé une question écrite au Gouvernement le 3 février 1997. Question écrite au Gouvernement le 2 février 1998 relative aux effets néfastes du vaccin contre l'hépatite B.

-**Maryvonne Briot**, député de la Hte-Saône, a posé une question écrite le 12 septembre 2006 suggérant l'abandon du BCG (battue).

-**Jacques Brunhes**, député des Hauts-de-Seine, a posé une question écrite le 1er février 2005 sur la myofasciite à macrophages.

-**Patrice Carvalho**, député de l'Oise, a posé une question au Gouvernement le 16 octobre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000.

-**Odette Casanova**, député du Var, a posé une question écrite au Gouvernement le 26 mars 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-**Nicole Catala**, député de Paris, a posé une question écrite au Gouvernement le 7 mai 2001 concernant le non alignement de la France sur le DOTS de l'OMS.

-**Richard Cazenave**, député de l'Isère, a posé une question le 7 mars 2006 suggérant de sortir du BCG.

-**Jean Charroppin**, député du Jura, a posé une question écrite au Gouvernement le 27 novembre 2000 et le 23 avril 2001 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. A posé une question écrite au Gouvernement le 24 février 2003 concernant le BCG, s'inspirant de la motion d'Alis. A posé une question écrite le 2 mai 2006 demandant au Gouvernement des clarifications au sujet du BCG. Question écrite le 7 novembre 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Anne-Marie Comparini**, député du Rhône, a posé une question écrite sur les effets néfastes du vaccin hépatite B, demandant également une clause de conscience pour les personnels de santé. Question le 14 février 2006 attirant l'attention sur la situation des pompiers qui refusent le vaccin hépatite B. Question le 7 mars 2006 dénonçant l'obligation BCG. Question le 10 octobre 2006 sur la myofasciite et les effets néfastes du vaccin hépatite B (battue en 2007).

-**Bernard Coulon**, député de l'Allier, nous avait fait connaître son opposition à l'obligation de la vaccination contre l'hépatite B le 23 décembre 1996.

-**Jean-Claude Decagny**, député du Nord, a posé une question écrite au Gouvernement le 13 octobre 2003 concernant la myofasciite à macrophages. Question écrite le 20 décembre 2005 pour demander un assouplissement des obligations vaccinales des pompiers volontaires. Question le 13 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean De Gaulle**, député de Paris, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 12 avril 2005 (demande une campagne de prévention tout en soulignant les effets indésirables possibles du vaccin).

-**Patrick Delnatte**, député du Nord, a écrit dans un sens favorable concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31). Par ailleurs, avait posé une question écrite au Gouvernement le 15 décembre 1997 au sujet de l'obligation BCG. Question écrite le 7 avril 2003 signalant la sous-déclaration des accidents vaccinaux à la pharmacovigilance.

-**Léonce Deprez**, député du Pas-de-Calais, a posé deux questions sensiblement identiques au Gouvernement le 4 décembre 2000 sur les peines pour refus de BCG, alors que ce vaccin est controversé. Question le 29 septembre 2003 relative à l'indemnisation des effets néfastes du vaccin hépatite B.

-**Jean-Michel Dubernard**, député du Rhône, a posé une question écrite au Gouvernement le 7 mai 2001 concernant l'aggravation des peines frappant ceux qui refusent le BCG. Lors des débats du projet de loi sur la protection de l'enfance, s'est opposé à l'aggravation des peines pour non-vaccination (réf. 2ème séance du 10 janvier 2007, JO-AN, page 181) (battu en 2007).

-**Philippe Dubourg**, député de la Gironde, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 20 octobre 2003 (battu en 2007).

-**Christian Estrosi**, député des Alpes-Maritimes, nommé secrétaire d'Etat le 19 juin 2007, a posé une question écrite au Gouvernement le 3 septembre 2001 concernant la possible contamination par le prion des vaccins contre la rougeole, les oreillons et la varicelle. Question écrite le 9 décembre 2002 demandant pourquoi la France préfère le BCG au DOTS.

-**Claude Evin**, député de Loire atlantique, a posé une question écrite le 16 mai 2006 demandant des précisions sur la vaccination par le BCG.

-**Pierre-Louis Fagniez**, député du Val-de-Marne, a posé une question écrite le 2 mai 2006 demandant au Gouvernement des clarifications au sujet du BCG.

-**Francis Falala**, député de la Marne, a posé une question écrite le 23 mars 2004 concernant la myofasciite à macrophages.

-**Philippe Feneuil**, député de la Marne, a posé une question écrite le 11 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Jacques Filleul**, député d'Indre-et-Loire, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 3 mars 1997.

-**Jacques Floch**, député de Loire Atlantique, a posé une question écrite au Gouvernement le 28 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Yann Galut**, député du Cher, a posé une question écrite le 29 juin 1998 au sujet de l'obligation vaccinale en général.

-**René Galy-Dejean**, député de Paris, a posé une question écrite le 6 mars 2007 demandant au Gouvernement des précisions sur les risques du vaccin hépatite B.

-**Daniel Gard**, député de l'Aisne, a posé une question écrite au Gouvernement le 21 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Yves Gateaud**, député de l'Indre, a posé une question écrite au Gouvernement le 2 octobre 2000 concernant l'ordonnance du 15 juin 2000.

-**Jean-Marie Geveaux**, député de la Sarthe, a posé une question au Gouvernement le 16 octobre 2000 combinant la politique BCG et l'ordonnance du 15 juin 2000. Question le 21 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG (battu en 2007).

-**Bruno Gilles**, député des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 22 décembre 2003 (question suggérant également une clause de conscience pour les personnels de santé). Question écrite le 30 mars 2004 sur la myofasciite à macrophages.

-**Maurice Giro**, député du Vaucluse, a posé une question le 7 mars 2006 suggérant de sortir du BCG. Relance le 19 septembre 2006 (battu en 2007).

-**Jacques Godfrain**, député de l'Aveyron, a posé une question écrite au Gouvernement le 27 novembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose (a laissé sa place).

-**Lucien Guichon**, député de l'Ain, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 26 janvier 1998.

-**Paulette Guinchard**, député du Doubs, a posé une question écrite le 3 octobre 2006 questionnant le Gouvernement sur le BCG (a laissé sa place).

-**Emmanuel Hamelin**, député du Rhône, a posé une question le 22 décembre 2003 concernant les effets néfastes du vaccin hépatite B. A posé une question écrite le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG (battu en 2007).

-**Anne-Marie Idrac**, député des Yvelines, a toujours répondu à l'envoi de nos motions (14 octobre 1997, 12 octobre 1998, 19 octobre 1999). A posé une question le 28 septembre 1998 sur l'opportunité de vacciner les enfants contre l'hépatite B. A reçu le délégué départemental d'Alis le 26 septembre 2000.

-**Edouard Jacque**, député de Meurthe-et-Moselle, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 10 février 2004 (en demandant une clause de conscience pour le personnel médical) (battu en 2007).

-**Christian Jeanjean**, député de l'Hérault, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Marc Joulaud**, député de la Sarthe, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Nathalie Kosciusko-Morizet**, député de l'Essonne, nommée secrétaire d'Etat le 19 juin 2007, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 29 mars 2005 (cas des personnes qui présentent des antécédents familiaux de SEP et qui veulent s'engager dans une carrière médicale).

-**Jean-Pierre Le Ridant**, député de Loire Atlantique, a posé une question écrite au Gouvernement le 21 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG (battu en 2007).

-**François Liberti**, député de l'Hérault, a posé une question écrite le 25 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG (battu en 2007).

-**Guy Malandain**, député des Yvelines, a posé, suite à un entretien avec le délégué départemental d'Alis, une question écrite le 18 décembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS contre la tuberculose. Répond courtoisement à l'envoi de nos courriers (ne s'est pas représenté).

-**Gilberte Marin-Moskovitz**, député du territoire de Belfort, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 29 mars 1999.

-**Christophe Masse**, député des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite le 28 juillet 2003 concernant la myofasciite à macrophages. Nouvelle question sur la myofasciite le 6 avril 2004. Question le 9 mai 2006 suggérant l'abandon du BCG. Nouvelle question sur la myofasciite le 3 octobre 2006 (battu en 2007).

-**Jean-Michel Marchand**, député du Maine-et-Loire, a écrit dans un sens favorable au siège concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-**Bernard Mazouaud**, député de Dordogne, a posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Alain Merly**, député du Lot-et-Garonne, a posé une question au Gouvernement le 27 juillet 2004 sur l'absence de DTP en pharmacie, obligeant les parents à acheter un vaccin multiple comprenant des composantes non obligatoires. A posé une question écrite le 6 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question écrite le 6 février 2007 demandant des précisions sur l'aggravation des sanctions pour défaut de vaccination (ne s'est pas représenté).

-**Michel Meylan**, député de Haute Savoie, a écrit dans un sens favorable au siège concernant l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-**Pierre Micaux**, député de l'Aube, a posé une question écrite le 1er juin 1998 sur les effets des vaccinations en général, malgré ses sentiments pasteurien rappelés dans un courrier à Alis le 24 septembre 2003.

-**Hélène Mignon**, député de la Haute Garonne, a posé une question écrite au Gouvernement le 13 novembre 2000 sur l'absence de la France dans la lutte contre la tuberculose par le DOTS (mais en indiquant que le DOTS n'était pas contradictoire avec le BCG, mais complémentaire).

-**Hervé Morin**, député de l'Eure, nommé ministre de la Défense en 2007, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 30 octobre 2000 (en demandant que la responsabilité de l'Etat soit étendue aux vaccinations recommandées).

-**Dominique Paillé**, député des Deux-Sèvres, a posé le 28 juillet 2003 deux questions concernant la myofasciite à macrophages et l'indemnisation des accidents vaccinaux. Nouvelle question sur la myofasciite le 2 mars 2004. Nouvelle question le 14 septembre 2004. Question le 10 janvier 2006 attirant l'attention sur la liberté des médecins d'établir des certificats de contre-indication. Question le 13 juin 2006 mettant en doute l'utilité du BCG. Deux questions écrites le 21 novembre 2006, l'une sur la myofasciite à macrophages, l'autre sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question écrite le 27 février 2007 sur la myofasciite à macrophages (battu en 2007).

-**Valérie Pécresse**, député des Yvelines (devenue ministre en mai 2007), a posé une question au Gouvernement le 14 mars 2006 suggérant l'abandon du BCG. Lors des débats du projet de loi sur la protection de l'enfance, dont elle était rapporteur, s'est opposé à l'aggravation des peines pour non-vaccination (réf. 2ème séance du 10 janvier 2007, JO-AN, pages 177, 181 et 182).

-**Paul Quilès**, député du Tarn, a posé une question écrite au Gouvernement le 13 avril 1998 concernant les effets néfastes du vaccin hépatite B. Relance le 21 juin 1999. A posé une question écrite au Gouvernement le 2 avril 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-**Jean-François Régère**, député de la Gironde, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 29 septembre 2003 (battu).

-**Gérard Revol**, député du Gard, a posé une question écrite au Gouvernement le 9 avril 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination, demandant en outre des précisions sur le bénéfice et les risques de chaque vaccin obligatoire.

-**Michèle Rivasi**, député de la Drôme, a posé une question écrite le 29 janvier 2001 concernant le principe de précaution en matière de vaccins, certains étant susceptibles d'être contaminés.

-**Jérôme Rivière**, député des Alpes maritimes, a posé une question écrite le 13 décembre 2005 sur le respect des certificats de contre-indication. Question écrite le 1er mai 2007 pour demander l'abandon du BCG.

-**Vincent Rolland**, député de la Savoie, a posé une question écrite le 22 août 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Philippe Rouault**, député d'Ille-et-Vilaine, a posé une question écrite le 28 février 2006 sur le fait que la France s'accroche au BCG (battu en 2007).

-**Frédéric de Saint-Sernin**, député de la Dordogne, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 1er décembre 2003 (ne s'est pas représenté).

-**Henri Sicre**, député des Pyrénées Orientales, a posé deux questions écrites au Gouvernement le 3 août 2004, l'une sur l'absence de DTP en pharmacie, l'autre, un peu semblable, sur l'absence de vaccins dissociés. Nouvelle question le 21 décembre 2004 sur l'absence de DTP suite à une réponse non satisfaisante.

-**Yves Simon**, député de l'Allier, a posé une question écrite au Gouvernement le 4 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG (battu en 2007).

-**Rodolphe Thomas**, député du Calvados, a posé une question écrite le 1er août 2006 suggérant l'abandon du BCG. Question écrite le 30 janvier 2007 sur les risques du vaccin hépatite B (battu en 2007).

-**Yves Van Haecke**, député de l'Yonne, était intervenu auprès du Secrétaire d'Etat à la Santé au sujet de la vaccination contre l'hépatite B le 26 décembre 1996.

-**Gérard Weber**, député de l'Ardèche, a posé une question écrite le 17 avril 2007 rappelant l'aggravation des peines pour non-vaccination et attirant l'attention sur les effets indésirables possibles des vaccins. Trois questions écrites le 24 avril 2007, la première pour suggérer l'abandon du BCG, les deux autres pour dénoncer l'aluminium et le mercure des vaccins. Question écrite le 29 mai 2007 sur les effets néfastes possibles du vaccin hépatite B (battu en 2007).

-**Pierre-André Wiltzer**, député de l'Essonne, a posé une question écrite au Gouvernement le 30 juillet 2001 sur l'obligation vaccinale, l'aggravation des peines pour refus de vaccination, l'utilité du BCG et l'opportunité de maintenir des vaccinations systématiques en France.

Sénateurs ayant adopté une position allant dans le sens de la sécurité et/ou de la liberté des vaccinations

Sénateurs en activité.

-**Philippe Arnaud**, sénateur de Charente, a posé une question écrite le 5 novembre 1998 sur les informations contradictoires circulant sur notre politique vaccinale contre l'hépatite B.

-**José Balarello**, sénateur des Alpes Maritimes, a posé une question écrite le 27 juillet 2000 (concernant la composition de certains vaccins).

-**Bernard Barraux**, sénateur de l'Allier, a posé une question au Gouvernement le 26 octobre 2000 au sujet de l'aggravation des peines pour refus de BCG.

-**Jean-Michel Baylet**, sénateur du Tarn-et-Garonne, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 18 décembre 2003.

-**Jean-Pierre Bel**, sénateur de l'Ariège, a posé une question écrite le 15 février 2007 suggérant la levée de l'obligation BCG.

-**Claire-Lise Campion**, sénateur de l'Essonne, a rappelé, lors des débats de la loi pour la protection de l'enfance en février 2007, que la vaccination est un acte médical personnalisé qui doit être consenti.

-**Jean-Claude Carle**, sénateur de Haute-Savoie, a posé une question écrite le 18 janvier 2001 concernant le vaccin polio oral Medeva susceptible d'être contaminé par le prion de l'ESB.

-**Bernard Cazeau**, sénateur de Dordogne, a posé le 12 octobre 2000 une question sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose.

-**Yves Coquelle**, sénateur du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 6 novembre 2003.

-**Gérard Cornu**, sénateur d'Eure-et-Loir, a posé une question écrite au Gouvernement le 1er février 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-**Jean Desessard**, sénateur de Paris, a rappelé, lors des débats de la loi pour la protection de l'enfance en février 2007, que les sanctions prévues pour refus de vaccination sont disproportionnées et vont en sens contraire de l'évolution constatée dans les autres pays européens. Il précise qu'on ne connaît pas les effets à long terme, que de nombreux pays ont supprimé l'obligation de vaccination, et qu'on doit respecter les choix personnels.

-**Muguette Dini**, sénateur du Rhône, a posé une question écrite le 2 novembre 2006 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B, s'inspirant de la motion d'Alis.

-**Claude Domeizel**, sénateur des Alpes de Haute-Provence, a posé une question écrite le 22 février 2001 concernant le maintien des obligations vaccinales en France. A rappelé, lors des débats de la loi pour la protection de l'enfance en février 2007, que la vaccination est un acte médical dépendant du choix de chaque citoyen, en soulignant les accidents dus au vaccin antivariolique dans le passé.

-**Hubert Falco**, sénateur du Var, a posé une question au Gouvernement le 2 novembre 2000 sur les peines visant le refus de BCG.

-**Guy Fischer**, sénateur du Rhône, a signalé, lors des débats de la loi pour la protection de l'enfance en février 2007, qu'il ne votera pas les sanctions prévues pour refus de vaccination, rappelant que l'important c'est l'équilibre physique et psychique de l'enfant.

-**François Fortassin**, sénateur des Hautes-Pyrénées, aurait aimé signaler, lors des débats de la loi pour la protection de l'enfance en février 2007, que les sanctions prévues pour refus de vaccination sont disproportionnées et vont en sens contraire de l'évolution constatée dans les autres pays européens, en rappelant la clause de conscience de la loi Kouchner (intentions signalées lors des débats par son collègue Desessard).

-**Bernard Fournier**, sénateur de la Loire, a posé une question au Gouvernement le 9 novembre 2000 lui demandant pourquoi la France ne suivait pas la stratégie de l'OMS face à la tuberculose. Même question reposée le 28 novembre 2002.

-**Francis Giraud**, sénateur des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite au Gouvernement le 23 novembre 2000 sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose.

-**Alain Gournac**, sénateur des Yvelines, a posé une question écrite au Gouvernement le 21 décembre 2000 sur les peines visant le refus de vaccination.

-**Adrien Gouteyron**, sénateur de Haute-Loire, a répondu favorablement au siège au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-**Georges Gruillot**, sénateur du Doubs, a posé une question écrite au Gouvernement le 8 mars 2001 sur l'aggravation des sanctions pour refus de vaccination.

-**Hubert Haenel**, sénateur du Haut-Rhin, a posé une question écrite au Gouvernement le 21 septembre 2000 au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000, aggravant les peines des réfractaires aux vaccinations.

-**Françoise Henneron**, sénateur du Pas-de-Calais, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 18 septembre 2003

-**Jean-François Humbert**, sénateur du Doubs, a posé une question écrite le 15 février 2001 concernant les statistiques dont disposerait le Gouvernement sur les accidents vaccinaux. Relance le 14 février 2002.

-**Dominique Leclerc**, sénateur d'Indre-et-Loire, a posé une question au Gouvernement le 5 octobre 2000 concernant le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS et l'aggravation des sanctions visant les réfractaires aux vaccinations.

-**Jacques Legendre**, sénateur du Nord, a posé une question écrite le 8 juillet 2004 sur la non disponibilité du vaccin DTP. Question écrite le 3 novembre 2005 sur le respect des certificats de contre-indication.

-**Louis Le Pensec**, sénateur du Finistère, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 23 janvier 2003.

-**Jean-Pierre Masseret**, sénateur de la Moselle, nous a fait savoir son opposition à l'aggravation des sanctions pour non-vaccination (courrier du 22 février 2007 au délégué local d'Alis).

-**Jean-Louis Masson**, sénateur de la Moselle, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 9 décembre 1996 (était alors député de la Moselle). Nouvelle question le 23 septembre 2004.

-**Jean-Marc Pastor**, sénateur du Tarn, a posé une question écrite relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B le 15 avril 2004 (demandant une clause de conscience pour les personnels de santé).

-**Jacques Peyrat**, sénateur des Alpes Maritimes, a posé deux questions écrites au Gouvernement le 7 décembre 2000 sur l'aggravation des peines pour les objecteurs aux vaccinations et sur le refus de la France de suivre la stratégie DOTS de l'OMS face à la tuberculose.

-**Jean-François Picheral**, sénateur des Bouches-du-Rhône, a posé une question écrite le 17 juillet 2003 concernant la myofasciite à macrophages.

-**Bernard Piras**, sénateur de la Drôme, a posé une question au Gouvernement le 22 juillet 2004 concernant l'absence anormale de DTP en pharmacie. Question écrite le 3 novembre 2005 sur les certificats de contre-indication. Question le 28 septembre 2006 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B.

-**Gisèle Printz**, sénatrice de la Moselle, nous a fait savoir son opposition à l'aggravation des sanctions pour non-vaccination (courrier du 22 février 2007 au délégué local d'Alis).

-**Yvan Renar**, sénateur du Nord, a posé une question écrite le 28 avril 2005 sur l'adjuvant aluminique.

-**Philippe Richert**, sénateur du Bas-Rhin, a posé une question écrite le 15 juin 2006 attirant l'attention sur les pompiers n'acceptant pas le vaccin hépatite B.

-**Michèle San Vicente**, sénateur du Pas-de-Calais, a posé une question écrite le 9 octobre 2003 relative aux effets néfastes du vaccin hépatite B. A posé une question écrite le 19 janvier 2006 suggérant le respect des certificats de contre-indications suite à la motion d'Alis.

-**Claude Saunier**, sénateur des Côtes-d'Armor, a posé une question écrite au Gouvernement le 30 décembre 1999 concernant les effets néfastes du vaccin HB. A répondu à un envoi d'Alis en faisant savoir qu'il partageait dans l'ensemble les positions de l'association (le Courrier d'Alis, n° 36).

-**Patricia Schillinger**, sénatrice du haut-Rhin, a posé une question le 16 mars 2006 sur les refus de vaccination hépatite B chez les pompiers.

-**Bernard Seillier**, sénateur de l'Aveyron, a posé une question écrite au Gouvernement le 18 janvier 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus du BCG.

-**Michel Sergent**, sénateur du Pas-de-Calais, a posé une question au Gouvernement le 16 novembre 2000 pour lui demander sa position vis-à-vis du DOTS de l'OMS.

-**Esther Sittler**, sénatrice du Bas-Rhin, a posé une question écrite le 18 avril 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-**Jean-Marc Todeschini**, sénateur de la Moselle, nous a fait savoir son opposition à l'aggravation des sanctions pour non-vaccination (courrier du 22 février 2007 au délégué local d'Alis).

-**Jean-Pierre Vial**, sénateur de la Savoie, a posé une question écrite au Gouvernement le 15 février 2001 sur les sanctions pour refus de vaccination et sur la politique française de lutte contre la tuberculose, excluant le DOTS de l'OMS.

Sénateurs ayant perdu ou abandonné leur mandat, devenus Ministres, ou décédés.

-Marie-Claude Beaudeau, sénateur du Val-d'Oise, a posé, malgré ses positions très pasteurienne par ailleurs, une question écrite au Gouvernement le 28 septembre 2000 sur la stratégie DOTS de l'OMS non appliquée par la France.

-Jean-Marie Bockel, sénateur du Haut-Rhin, nommé secrétaire d'Etat le 19 juin 2007, a posé une question écrite le 22 juin 2006 suggérant l'abandon du BCG.

-André Bohl, sénateur de la Moselle, a posé une question au Gouvernement le 26 octobre 2000 au sujet de l'aggravation des peines pour refus de BCG.

-Jacques Chaumont, sénateur de la Sarthe, a répondu favorablement au siège au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-Marcel Debarge, sénateur de la Seine-St-Denis, a interpellé le Gouvernement le 16 novembre 2000 sur les peines encourus par les réfractaires au BCG, alors que ce vaccin est controversé.

-Fernand Demilly, sénateur de la Somme, a posé une question écrite au Gouvernement le 21 décembre 2000 sur les peines visant le refus de BCG. A posé une nouvelle question le 8 février 2001 concernant la possible contamination des vaccins par le prion, vaccin Medeva en particulier.

-Xavier Dugoin, sénateur déchu de l'Essonne, a posé une question écrite au Gouvernement le 23 novembre 2000 sur les peines visant le refus de BCG.

-André Jourdain, sénateur du Jura, a posé une question au Gouvernement le 19 octobre 2000 concernant l'aggravation des peines visant les réfractaires aux vaccinations.

-JLouis Lorrain, sénateur du Ht-Rhin, a posé une question écrite le 3 juin 2004 sur le recrutement d'un pompier qui présente des antécédents familiaux de SEP, et qui doit donc éviter le vaccin hépatite B.

-Serge Mathieu, sénateur du Rhône, a posé deux questions presque identiques au Gouvernement le 30 novembre 2000 sur les peines visant le refus de BCG, alors que ce vaccin est controversé. Question écrite le 2 octobre 2003 sur les effets néfastes du vaccin hépatite B. Question le 15 janvier 2004 sur les décrets à venir concernant l'indemnisation de l'aléas thérapeutique et des victimes du vaccin hépatite B.

-Michel Pelchat, sénateur de l'Essonne (décédé en février 2004), a posé une question écrite au Gouvernement le 11 octobre 2001 concernant l'aggravation des peines pour refus de vaccination.

-Jean François-Poncet, sénateur du Lot-et-Garonne, a répondu favorablement au siège au sujet de l'ordonnance du 15 juin 2000 (le Courrier d'Alis, n° 31).

-Franck Sérusclat, sénateur du Rhône, a posé une question écrite au Gouvernement le 8 janvier 1997 au sujet de la vaccination contre l'hépatite B, malgré ses positions assez pasteurienne.

-Odette Terrade, sénateur du Val-de-Marne, a posé une question écrite le 20 mai 2004 sur la myofasciite à macrophages.